



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 11/04/2024

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

Visite d'inspection du 14/03/2024

Contexte et constats

publié sur **GÉORISQUES**

PROTEXSUR

127 avenue Carnot
77140 SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS

Références : E/2024-0665

Code AIOT : 0006508371

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2024 dans l'établissement PROTEXSUR implanté 127 avenue Carnot - 77140 SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS.

Une première plainte anonyme datant du 31 mai 2023 a été transmise à l'Inspection des Installations Classées qui l'a reçue le 15 juin 2023. Celle-ci concernait le déversement de produits chimiques dangereux à l'arrière du site, sur la voie ferrée et dans le caniveau.

Cette plainte a donné lieu à une visite d'inspection le 3 juillet 2023, durant laquelle de l'eau a priori pluviale a été constatée à l'arrière du site.

Une nouvelle plainte anonyme a été reçue le 22 février 2024 par la Préfecture de Seine-et-Marne. Celle-ci concerne également le déversement de produits chimiques dangereux à l'arrière du site, sur la voie ferrée et dans le caniveau, mais également le stockage de produits dangereux dans les soufflets au plafond.

Une nouvelle visite d'inspection a été réalisée le 14 mars 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROTEXSUR
- 127 avenue Carnot 77140 SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS
- Code AIOT : 0006508371 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

La Société PROTEXSUR exerce une activité de traitement de surface et de revêtement de pièces métalliques par poudres thermodurcissables et peinture cataphorèse.

Les installations sont constituées de 3 lignes de production.

Les activités de la Société PROTEXSUR sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral

d'exploitation n° 08 DAIDD 1 IC 015 du 15 janvier 2008 l'autorisant à étendre ses installations de traitement de surface et de cataphorèse sur la commune de SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS (77140).

Par arrêté préfectoral complémentaire du 28 janvier 2015 relatif à la mise en œuvre des garanties financières, le tableau de classement relatif aux volumes des bains réellement présents sur le site a été mis à jour.

Par courrier du 24 février 2014, Madame la Préfète de Seine-et-Marne a acté le classement du site au titre de la rubrique n° 3260 (traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m3).

Lors d'une réunion téléphonique du 14 janvier 2022, l'exploitant a indiqué avoir temporairement mis en arrêt la ligne Barcelone, compte tenu de la pandémie actuelle. Cet arrêt étant temporaire, le classement du site n'est pas modifié.

La Société emploie environ 60 personnes (comprenant des intérimaires).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Déchets
- Pollution des sols et des eaux souterraines
- ESP

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des Installations Classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription);
- soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Aucun stockage de produits n'a été observé dans le plafond. Des tuyaux ont été observés dans l'eau stagnante entre la STation d'EPuration (STEP) interne et le mur séparant le site de la voie de chemin de fer. Au vu des fûts de déchets stockés et de la présence d'eau sur le sol, aucun trou dans le trottoir (informations du plaignant) ou dans le mur n'a pu être constaté.

Lors de la visite d'inspection, de l'eau a priori pluviale a été observée à l'arrière, à proximité et au droit de la STEP interne du site. La quantité d'eau constatée est supérieure à celle de la dernière visite d'inspection (3 juillet 2023). L'exploitant a indiqué que cela est dû aux "fortes" pluies de ces derniers jours. De plus, le terrain est en pente. A cet endroit, une rétention sous le bâtiment (a priori 30 m3) permet de confiner de l'eau. Le volume d'eau constatée sur le sol serait d'environ 70 m3.

Des fûts contenant a priori de l'eau de process (20 m3) ont également été observés à l'arrière du site, au niveau de la zone inondée.

L'exploitant a expliqué que l'eau a priori pluviale et le contenu des fûts doivent être traités par la STEP interne pour que cette eau soit ré-utilisée sur le site. Toutefois, au vu de la durée de traitement de l'eau et des besoins en eau pour les bains, l'eau ne peut être traitée rapidement.

Une des lignes de production (ligne Barcelone) est actuellement à l'arrêt. Toutefois, seuls 15 m3 pourraient être stockés dans la cuve de cette ligne, ce qui ne résoudrait pas le problème.

Lors de la précédente visite d'inspection, l'exploitant avait rappelé que le site est certifié ISO 9001 et 14001 v2015 : des audits sont réalisés tous les 3 ans et des audits de suivi tous les ans.

Le responsable qualité, sécurité, environnement présent lors de la visite d'inspection est arrivé mi juin 2023. L'Inspection des Installations Classées constate que plusieurs agents se sont succédés ces dernières années sur ce poste.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 5.2.2.3	Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 Mois
2	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.6.5	/	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
3	Dossier d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.1	/	Demande d'action corrective	1 Mois

4	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Demande d'action corrective	1 Mois
5	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	/	Demande d'action corrective	1 Mois
9	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	/	
7	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	/	
8	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	/	


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Au vu de la quantité d'eau a priori pluviale constatée à l'arrière du site, cette zone ne peut plus être utilisée comme rétention en cas d'incendie. De plus, la rétention n'est plus suffisante et un débordement a été constaté, avec potentiellement un risque de pollution des sols et des eaux souterraines.

La réglementation ESP est mal connue et un suivi plus régulier doit être réalisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 5.2.2.3	
Thème(s) : Risques chroniques Déchets	
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 03/07/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'échéance qui a été retenue : 26/08/2023	
Prescription contrôlée : <p>Toutes les précautions sont prises pour que :</p> <ul style="list-style-type: none">• les mélanges de déchets ne soient pas à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs,• il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage,• les emballages soient repérés par les seules indications concernant le déchet,• les déchets conditionnés en emballages soient stockés sur des aires couvertes et ne puissent pas être gerbés sur plus de deux hauteurs. <p>Les cuves servant au stockage de déchets sont réservées exclusivement à cette fonction et portent les indications permettant de reconnaître lesdits déchets.</p> <p>Les déchets ne peuvent être stockés, en vrac dans des bennes, que par catégorie de déchets compatibles et sur des aires affectées à cet effet. Toutes les précautions sont prises pour limiter les envois.</p>	
Constats : <p>L'exploitant a indiqué que les fûts de déchets observés à l'arrière du site contiennent des eaux de process à traiter par la STation d'EPuration (STEP) interne.</p> <p>Certains fûts de déchets ont été observés sans étiquette. Au vu de la présence d'eau sur le sol au niveau de cette zone, la présence d'étiquettes n'a pas pu être vérifiée sur chaque fût.</p> <p>Seulement certains déchets liquides sont stockés sous abris.</p>	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Une indication sur le contenu doit apparaître sur chaque fût.</p>	
Respect de la prescription : 	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Demande d'action corrective	
Proposition de délais : 1 Mois	

N° 2 : Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2008, article 7.6.5

Thème(s) : Produits chimiques Rétention

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre y compris les eaux d'extinction d'un incendie et de refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de façon à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche et signalés. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Tout moyen doit être mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces réseaux.

Le volume total des eaux d'extinction pouvant être retenu est de 720 m³. Avant saturation du volume de confinement, l'exploitant recourt à des sociétés spécialisées chargées de pomper les effluents.

La rétention des eaux doit permettre aux sapeurs-pompiers d'accéder au droit des murs coupe-feu et aux différentes issues du bâtiment à pied sec en cas d'incendie.

La vidange des eaux d'extinction d'incendie suivra les principes imposés par l'article 4.3.12 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Constats :

De l'eau, a priori pluviale, a été observée sur le sol au droit et en dehors du bâtiment de la STation d'EPuration (STEP) interne ; environ 70 m³ d'eau est présente sur le sol (selon l'exploitant). L'exploitant a rappelé qu'une cuve de rétention des eaux de 30 m³ est présente à l'arrière du site ; celle-ci était pleine le jour de l'inspection.

Il est prévu que toutes ces eaux soient traitées par la STEP pour être re-utilisées dans les bains de traitement du site. Toutefois, les besoins en eau du site sont inférieures d'une part à la quantité d'eau présente sur le sol et dans la cuve, et d'autre à la capacité de traitement de la STEP.

La dalle béton fait office de rétention. Toutefois, celle-ci étant entièrement recouverte d'eau, l'absence de fissure sur le sol n'a pas pu être vérifiée. L'exploitant a indiqué que le sol est étanche car l'eau stagne. Toutefois, après vérification, des fissures ont été observées sur le sol à proximité de la STEP lors de la précédente visite d'inspection en juillet 2023.

Au vu de la couleur observée, des traces d'hydrocarbures et/ou d'huile sont présentes dans cette eau stagnante.

De nombreuses feuilles ont été observées sur cette eau stagnante, pouvant avoir des répercussions sur le volume d'eau pouvant réellement être confiné.

De l'eau a été observée passant au-dessus de la rétention (trottoir), et stagner sur des cailloux (sol a priori non étanche), avec pour conséquence un risque de pollution des sols et des eaux souterraines à cet endroit (Sud de la STEP). Il ne peut être exclu que de futurs nouveaux épisodes de pluie prochainement aggravent la situation en augmentant la quantité d'eau à confiner.

De plus, il est à noter la présence de fûts contenant a priori des eaux de process à traiter, d'un volume de 20 m³ annoncé par l'exploitant, pouvant se déverser (en cas de fuite du récipient) dans cette rétention déjà saturée ; le volume de rétention n'est pas suffisant.

L'exploitant a indiqué avoir nettoyé la rétention (où est présente l'eau) en août 2023.

Au vu de la quantité d'eau présente sur le sol, les pompiers ne pourraient intervenir les pieds au sec.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se positionner et/ou justifier notamment concernant :

- l'étanchéité de la dalle béton à l'arrière du site (au droit et à l'extérieur de la STEP interne),
- la présence d'hydrocarbures et/ou d'huile dans les eaux stagnantes,
- d'éventuelles pollutions des sols et des eaux souterraines sous la dalle béton et au Sud de la STEP interne (débordement de la rétention),
- l'absence de rétention supplémentaire en cas de fuite d'un récipient,
- les mesures prises ou prévues pour remédier au débordement de la rétention,
- le volume de rétention au vu de la présence de feuilles dans les eaux stagnantes,
- le respect du volume de rétention des eaux d'extinction de 720 m³,
- l'absence d'envoi des eaux pluviales dans le réseau communal en tant que déchets.

Il est demandé que l'exploitant confirme (ou infirme) que les eaux stagnantes sont des eaux pluviales et non des eaux de process.

Conformément à l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2008, il est prévu que les eaux pluviales soient envoyées dans un puisard. Dans le cas où vous souhaitez re-utiliser ces eaux pluviales (après traitement par la STEP interne) dans le process, un porter à connaissance doit être transmis conformément à l'article 1.5.1 dudit arrêté.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 Mois

N° 3 : Dossier d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.I	
Thème(s) : Risques accidentels Liste des appareils à pression	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.</p> <p>Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ; - si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ; - l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. <p>Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour tous les équipements : - la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ; - un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ; - les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ; - en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ; - pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis. 	
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les dossiers d'exploitation des récepteurs (ESP) n°s 01863 et 01864 fabriqués par SIAP. Les documents pour ces 2 ESP ne sont pas réunis dans un dossier d'exploitation.</p>	
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un dossier d'exploitation doit être associé à chaque ESP du site.</p>	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Avec suites
Proposition de suites :	Demande d'action corrective
Proposition de délais :	1 Mois


N° 4 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III		
Thème(s) : Risques accidentels Liste des appareils à pression		
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.		
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir de liste des ESP présents pour son site. Il a toutefois précisé disposer de 4 ESP : 2 réservoirs et 2 compresseurs, qui ont été constatés lors de la visite d'inspection.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La liste des ESP du site doit être établie (et transmise à l'Inspection des Installations Classées).		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective		
Proposition de délais : 1 Mois		

N° 5 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	
Thème(s) : Risques accidentels Contrôle documentaire – Inspection périodique	
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : - 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; - 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.	
Constats : Les ESP n°s 01863 et 01864 fabriqués par SIAP ont été construits en 2015 (récipient). D'après l'exploitant, la date de mise en service est au plus tard de 2017. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir de rapport d'inspection périodique à présenter. Au vu des informations disponibles, au moins une inspection périodique aurait dû être réalisée à ce jour pour chacun des 2 ESP. Un rapport d'inspection périodique du 14 septembre 2021 pour le récipient n° 01863 fabriqué par SIAP a été transmis par courriel du 22 mars 2024. Aucun rapport n'a été transmis pour la période entre 2015 et 2021. Au vu des informations communiquées, la période maximale pour l'inspection périodique a été dépassée. Aucun rapport d'inspection périodique n'a été transmis pour le récipient n° 01864 fabriqué par SIAP. L'exploitant ne réalise donc pas le suivi des inspections périodiques de ses équipements.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La réalisation d'une inspection périodique doit être justifiée dans les meilleurs délais pour l'ESP n° 01864 fabriqués par SIAP.	
Respect de la prescription : 	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Demande d'action corrective	
Proposition de délais : 1 Mois	

N° 6 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	
Thème(s) : Risques accidentels Contrôle documentaire – Inspection périodique	
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.	
Constats : L'inspection périodique du 14 septembre 2021 pour le récipient n° 01863 fabriqué par SIAP a été réalisé par le Bureau Veritas, Organisme Habilité. Les données correspondent aux informations présentes sur la plaque de l'équipement. Aucune observation n'a été formulée dans le rapport d'inspection. Celui-ci n'a pas été signé par l'intervenant.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 7 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I

Thème(s) : Risques accidentels Contrôle documentaire – Requalification périodique

Prescription contrôlée :

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;
- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;
- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;
- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;
- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.

Constats :

Les ESP n°s 01863 et 01864 fabriqués par SIAP ont été construits en 2015.
Aucun écart n'a été constaté pour ces 2 ESP.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 8 : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	
Thème(s) : Risques accidentels Contrôle visuel des équipements	
Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]	
Constats : Aucune dégradation n'a été constatée pour ces 2 ESP. Au vu de la pression observée (9 bars) sur les 2 ESP le jour de la visite d'inspection, la PS (11 bars) n'est pas dépassée.	
Respect de la prescription :	<input checked="" type="checkbox"/>
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 9 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	
Thème(s) : Risques accidentels Adéquation des accessoires de sécurité	
Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.	
Constats : L'exploitant a indiqué que les ESP disposent de soupape de sécurité, ce qui correspond à l'information disponible sur le rapport d'inspection du 14 septembre 2021 pour le récipient n° 01863 fabriqué par SIAP (les 2 ESP étant identiques). Toutefois, celles-ci ne sont pas clairement identifiées par l'exploitant. Le réglage de la soupape pour cet ESP, selon le rapport de l'inspection périodique, correspond à la PS de l'équipement.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les informations concernant les soupapes des 2 ESP doivent être communiquées à l'Inspection des Installations Classées.	
Respect de la prescription : 	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant	
Proposition de délais : 1 Mois	